EXPERTISES

Février 2020

ETUDE SUR LES CONTRIBUTIONS AU “VRAI DEBAT” EN LIAISON AVEC LA FISCALITE ET L’ENVIRONNEMENT

ETUDE POUR L’ADEME

ADEME
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

En partenariat avec :

CRÉDOC

REMERCIEMENTS

Patrick Jolivet (ADEME)
Solange Martin (ADEME)
Anaïs Rocci (ADEME)

CITATION DE CE RAPPORT

ADEME (Patrick Jolivet, Solange Martin, Anaïs Rocci)**, CREDOC (**Sandra Hoibian, Romain Gauthier, Pauline Jauneau-Cottet), 2019. Etude sur les contributions au “Vrai débat” en liaison avec la fiscalité et l’environnement, 28 pages.

Cet ouvrage est disponible en ligne www.ademe.fr/mediatheque

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l’usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d’information de l’œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l’ADEME

20, avenue du Grésillé

BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 19MAR000905

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : CREDOC

Coordination technique - ADEME : Patrick Jolivet, Anaïs Rocci
Direction : Direction Exécutive Prospective et Recherche

Sommaire

RÉSUMÉ 4

1. Contexte et objectifs 5

1.1. Contexte et objectifs 5

1.2. Quelques précisions sur le corpus du "Vrai débat" 6

2. Une méthodologie en trois temps 7

2.1. Première étape - Dégager les grandes thématiques abordées pour recentrer le corpus .. 7

1. Une analyse textométrique qui aboutit à 10 classes 7
2. 11 885 contributions dans le champ de l'étude 11

2.2. Deuxième étape : tirage en aléatoire de 2000 contributions parmi les 11 885 contributions du champ de l'étude 12

2.3. Troisième étape : la codification manuelle de l'échantillon aléatoire 13

3. Résultats 14

3.1. L'attente d'un Etat qui protège et agit 14

3.2. La taxe carbone, un levier parmi de nombreuses autres actions de politique environnementale 15

3.3. Le souhait de régulation et de redistribution domine sur l'attente d'une baisse des impôts 19

4. Annexes 21

4.1. Descriptif sommaire des catégories de discours des classes identifiées par l'analyse lexicale 21

1. Les questions économiques 21
2. Les questions environnementales 23
3. Les autres registres lexicaux plus périphériques à la question posée 24

RÉSUMÉ

L'étude présente les résultats d'une analyse de la consultation en ligne du « Vrai débat » lancée par un collectif de gilets jaunes fin 2018 afin d'identifier les opinions des contributeurs à cette plateforme sur la question de la taxe carbone, et plus généralement de la taxation et de la transition écologique. Précisons d'emblée qu'une consultation citoyenne en ligne n'a pas les mêmes caractéristiques qu'une enquête statistique : on ne sait pas qui sont les répondants en termes de profil socio-démographique, s'ils se sont mobilisés dans le mouvement des gilets jaunes par d'autres types d'action (blocages de ronds-points, manifestations, expression sur les réseaux sociaux, etc.). En revanche, elle présente l'avantage d'une expression plus libre, et moins « cadrée » par un questionnaire traditionnel. En l'occurrence la plateforme du « Vrai débat » initiée par des gilets jaunes en parallèle du Grand débat, lancé par le Président de la République à la même période, est particulièrement ouverte et propice à une expression libre. Les contributions recueillies sont ainsi plus longues que celles du Grand débat. On repère en outre une très grande diversité de thématiques traitées (démocratie, justice, l'éducation, etc.)

L'analyse de la consultation met à jour différents résultats. Si quatre contributions sur dix évoquent la une problématique fiscale et environnementale, très peu mentionnent la taxe carbone.

Lorsque l'on se centre sur les contributions dans le champ de l'étude (abordant la problématique fiscale, d'équité des ressources ou environnementale) on constate que 63% appellent de leurs vœux une intervention plus grande des pouvoirs publics, tandis que seuls 13% des contributions mentionnent le souhait d'un Etat moins présent, 10% abordent des attentes en matière de conditions de vie, et 14% évoquent d'autres thèmes. La demande d'action des pouvoirs publics concerne prioritairement une action en faveur de l'environnement (17%), suivie du souhait de davantage de redistribution (16%), de plus d'impôts (12%) (notamment via la suppression de niches fiscales), d'un contrôle plus important des fraudes/une régulation plus forte (12%), une protection sociale plus généreuse (9%), ou un renforcement des pouvoirs publics (4%)
Les contributions qui évoquent l'action de l'Etat pour protéger l'environnement pointent entre autres l'importance d'agir sur les transports, de supprimer la publicité, de favoriser certaines énergies, et une agriculture plus durable.
Et lorsque l'on rassemble toutes les contributions évoquant le désir d'action pour la transition écologique (en ne se limitant pas à celles qui expriment une attente d'action de l'Etat) en intégrant celles qui appellent de leurs vœux une action des citoyens, ou la mise en place d'une taxation verte, on constate que les contributeurs de la plateforme initiée par des gilets jaunes sont bien plus favorables à une action en matière environnementale (23%) qu'ils n'y sont opposés (0.6%).
Sur le plan de la fiscalité, seuls 8% des contributions expriment une attente de baisse de la taxation (en particulier de la TVA), tandis que 12% aimeraient au contraire limiter la défiscalisation (en supprimant les niches fiscales pour les particuliers et les dispositifs pour les entreprises), souhaiteraient la mise en place de taxes sur les revenus financiers ou d'une taxe carbone.

En définitive, les contributions du Vrai débat étudiées (portant sur les questions de fiscalité, d'environnement, d'équité sociale) convergent très majoritairement vers l'attente d'un Etat plus présent, qui régule, protège, redistribue, et demande un effort fiscal plus important aux catégories les plus aisées de la population. La taxe carbone est évoquée plutôt positivement, mais par très peu de contributions, car sur le plan environnemental, elle est considérée comme un levier d'action parmi de nombreux autres. La colère des gilets jaunes qui s'exprime sur cette plateforme semble le résultat d'un sentiment d'incompréhension et d'injustice : l'impression que certaines catégories (entreprises, catégories aisées) n'étaient pas autant mises à contribution fiscalement alors que leur impact sur l'environnement était bien plus important.

1. Contexte et objectifs

1.1. Contexte et objectifs

Le mouvement des Gilets jaunes est apparu à l'automne 2018 initialement en réaction à une hausse des taxes sur les carburants. Il a très vite pris de l'ampleur et intégré de nombreux autres sujets de revendications (démocratie citoyenne, redistribution, rejet du gouvernement, etc.).

Le 18 décembre 2018, le Président de la République annonce l'organisation d'un **"Grand débat"** national pour tenter d'enrayer la crise politique. Ce débat sera lancé le 15 janvier 2019, et intègre de multiples dispositifs : une plateforme en ligne, des cahiers de doléances dans les mairies et des réunions sur tout le territoire. Ces initiatives ont donné lieu à des analyses et synthèses (https://granddebat.fr/pages/syntheses-du-grand-debat) disponibles en ligne.

Parmi les résultats sont mis en avant une demande de plus d'équité, de lisibilité de l'impôt et d'une fiscalité plus incitative.

Avec des conclusions parfois divergentes selon les matériaux

- La synthèse des contributions **spontanées** sur la fiscalité fait **apparaître un souhait de baisse de la fiscalité moins important** (24.8% des contributions) que le souhait d'une meilleure transparence et information sur l'impôt (48.1%) ou un impôt sur le revenu pour tous (34.7%). A la question "Pour quelles politiques publiques ou quels domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôts" : les contributeurs expliquent qu'ils seraient prêts à payer plus d'impôt pour la santé (16%), l'éducation (14%), l'environnement (10%) la sécurité (6%) la vieillesse (6%) le social (2%), 8% refusant de payer plus d'impôts.
- Dans la synthèse des questions fermées portant sur l'environnement *"55% ne pensent pas que les taxes sur le diesel et l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs".*
- Les questions fermées du thème fiscalité aboutissent au chiffre de *"58% des répondants à la plateforme "ne seraient pas prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool".*

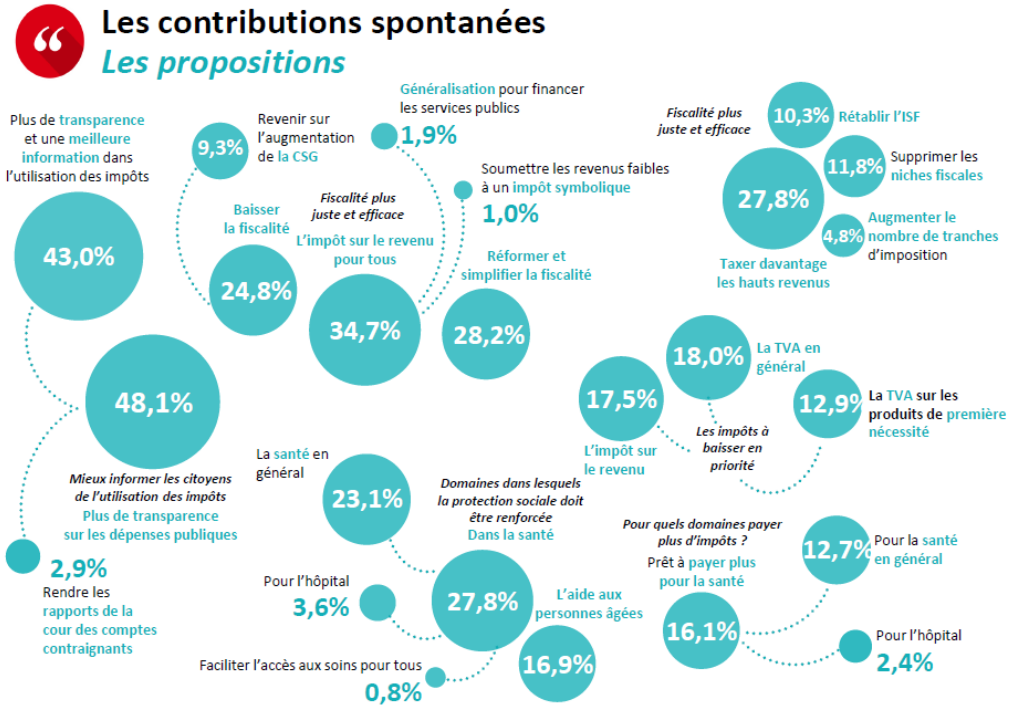


Figure 1 : Extrait de l'analyse des contributions spontanées du Grand débat

Source : Opinionway

Le Président Emmanuel Macron le 25 avril, et le Premier ministre Edouard Philippe le 13 juin 2019 dans son discours de politique générale, dans la suite au « Grand débat », annoncent une "baisse d'impôts historique".

En parallèle, l'organisation du **« Vrai débat »** à l'initiative de Gilets jaunes et ayant vraisemblablement **attiré les contributions d'une partie de ce public** a fait l'objet d'une première analyse générique par le Laboratoire LERASS de Toulouse.

Comme le LERASS[1] le rappelle : *« La consultation s'est déroulée du 30 janvier au 3 mars 2019 et les contributeurs devaient s'inscrire sur le site en renseignant leur e-mail. La communication autour de sa mise en œuvre s'est principalement effectuée via les pages Facebook des Gilets jaunes, plus rarement via les médias (sur une période de trois mois, le rapport est de 800 articles mentionnant le « vrai débat » contre 64 000 pour le « grand débat »). Il est donc possible que les contributeurs soient majoritairement des « sympathisants Gilets jaunes ».*

Le présent projet d'études a pour objet de mieux cerner :

1. quels sont les **sujets qui émergent** dans le corpus du "Vrai débat", en lien avec la **transition écologique**, et les **questions de fiscalité** ?
2. en particulier quel regard portent les contributeurs du Vrai débat sur la **taxe carbone** ? Sont-ils **opposés** à cette taxe sur le principe et qu'elles qu'en soient les conditions, ou attendent-ils des **mesures d'accompagnement** ? De **redistribution** ? Lesquelles ?

Pour cela nous avons mobilisé différentes analyses avec des outils de la data science et des outils plus traditionnels les plus à même de répondre à ces questionnements.

1.2. Quelques précisions sur le corpus du "Vrai débat"

La plateforme du « Vrai débat » a été ouverte le 25 novembre 2018 à l'initiative d'un groupe de « citoyens Gilets jaunes » de la Réunion, puis suivis par de nombreuses régions. La collecte des « revendications » a eu lieu du 30 janvier au 3 mars 2019.

La plateforme, a permis de recueillir les contributions des citoyens, ces contributions s'articulant autour de neuf thématiques prédéfinies :

- Démocratie, Institutions
- Transition écologique & solidaire, Agriculture & Alimentation, Transport
- Justice, Police, Armée
- Europe, Affaires étrangères, Outre-mer
- Santé, Solidarité, Handicap
- Économie, Finances, Travail, Comptes publics
- Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation
- Sport, Culture
- Expression Libre & sujets de société

A la différence du « Grand débat » lancé par le Président de la République, la plateforme du « Vrai débat » n'intègre pas de questionnaire avec des questions « fermées » mais uniquement des contributions libres. Elle n'intègre pas non plus de données sur le profil sociodémographique et géographique des participants.

A la contribution libre, s'ajoute la possibilité de voter pour les contributions des autres participants au « Vrai débat » et de justifier leurs votes (favorable, neutre, mitigé) par un argument ou une source. Au total la plateforme recueille :

— 23 205 « opinions » que nous appellerons « contributions » dans le document

Remarque liminaire Une consultation en ligne n'est pas une enquête sociologique.
Il n'y a aucun contrôle sur les participants, contrairement à une enquête quantitative qui suit un échantillonnage rigoureux pour représenter la population visée, via des quotas ou des méthodes de sélection aléatoire.
Aucune information (ou pour certaines consultations très peu, ex sur le Grand débat il y a une donnée géographique) ne sont disponibles sur les individus répondant. On ne connait pas le sexe des participants, ni leur âge, leur niveau de revenu, leur lieu d'habitation, s'ils se sentent gilets jaunes ou pas, s'ils ont manifesté ou pas, etc.
Il faut savoir que, dans ce type de consultations, un même participant (ou groupe de participants) peut créer plusieurs comptes différents et donc proposer plusieurs propositions, arguments et votes.

[1] Rapport du LERASS *« Vrai débat » : Sortir du débat pour négocier,* 27 mars 2019
https://www.lerass.com/wp-content/uploads/2019/03/Vrai-De%CC%81bat-Rapport-LERASS.pdf

— qui ont généré 679 938 votes, 76 723 « arguments », c'est-à-dire des commentaires aux contributions, et 1405 sources

Les contributions sont relativement **longues**. Le graphique ci-dessous présente la distribution du nombre de mots des contributions dans les questions ouvertes portant sur la transition écologique du « Grand débat » et dans les contributions libres du thème « Transition écologique & solidaire, Agriculture & Alimentation, Transport » du « Vrai débat ».

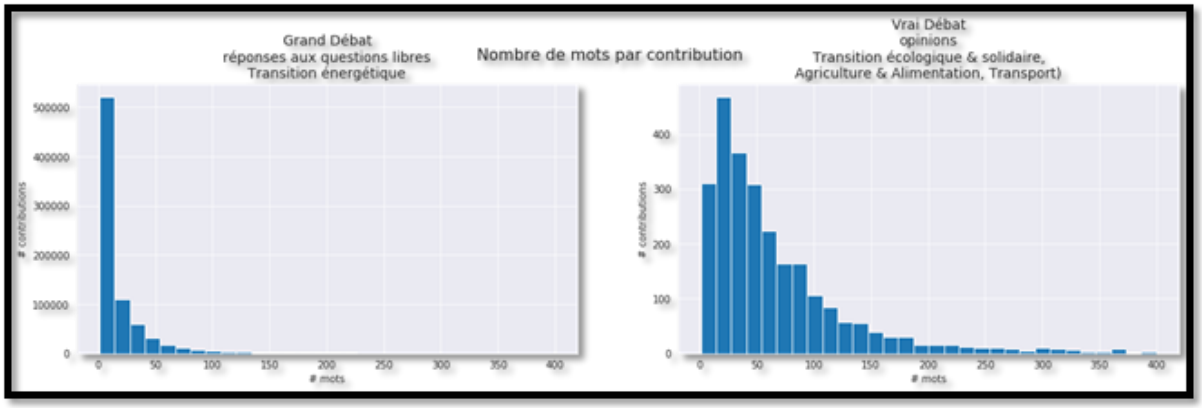


Figure 2 : nombre de mots par contributions dans les questions ouvertes portant sur la transition écologique du « Grand débat » et dans les contributions libres du thème « Transition écologique & solidaire, Agriculture & Alimentation, Transport » du «Vrai débat».

Source CREDOC, à partir de la consultation du Vrai débat https://www.le-vrai-debat.fr/ et de celle du Grand débat https://granddebat.fr/

2. Une méthodologie en trois temps

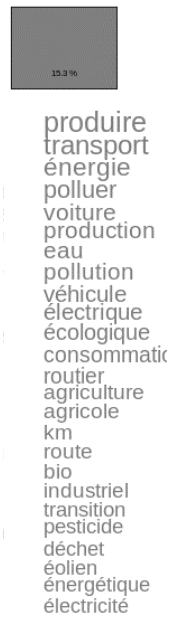
2.1. Première étape - Dégager les grandes thématiques abordées pour recentrer le corpus

1. Une analyse textométrique qui aboutit à 10 classes

Nous avons mobilisé nos compétences textométriques pour classer et cartographier le vocabulaire de **l'intégralité des contributions au « Vrai débat »,** en utilisant le logiciel Iramuteq (http://www.iramuteq.org) qui est un logiciel libre de textométrie, développé par Pierre Ratinaud au sein du Lerass et avec le soutien du Labex SMS (ANR-11-LABX-0066).

L'analyse lexicale permet d'accéder aux représentations mentales et dépasse une simple analyse par comptage de fréquences des mots en fournissant les **grandes thématiques**, les champs sémantiques et le vocabulaire structurant et qualifiant les discours.

L'analyse lexicale effectuée s'appuie sur les mots employés dans les contributions. Elle permet de créer une typologie des contributions. Chaque groupe de la typologie est le plus homogène possible en son sein, et les groupes sont les plus différents les uns des autres, sur le plan des mots employés. La méthode ne repose pas sur un calcul de fréquence des mots, mais sur leur combinaison et le caractère différenciant de ces combinaisons.



On obtient ainsi des classes avec les mots qui en sont les plus représentatifs (au sens statistique). Par exemple, un des résultats obtenus suite à l'analyse est le suivant : un groupe de contributions, associe plus souvent que les autres, les termes « produire », « transport » « énergie »,… Ces termes étant souvent associés ensemble, ils forment une classe. En nous appuyant sur les mots les plus représentatifs de la classe, nous avons proposé de dénommer celle-ci « la transition écologique ».

Nous avons suivi les étapes suivantes de traitement[2] :

- **Lemmatiser** les mots issus des différentes contributions, c'est-à dire réduire les mots à leur forme canonique (c'est-à-dire leur forme la plus simple) afin de pouvoir réunir les termes de même sens. Par exemple, les verbes sont réduits à leur forme infinitive, les noms au singulier, les adjectifs au singulier masculin…

Pour des mots concernant la thématique de la taxation, le dictionnaire du logiciel permet de trouver le lemme (la forme canonique des mots suivants :

Mot à lemmatiser	Lemme	Forme grammaticale	
taxa	taxer	ver	Verbe
taxables	taxable	adj	Adjectif
taxaient	taxer	ver	Verbe
taxait	taxer	ver	Verbe
taxant	taxer	ver	Verbe
taxation	taxation	nom	Nom
taxe	taxe	nom	Nom
taxé	taxer	ver	Verbe
taxée	taxer	ver	Verbe
taxer	taxer	ver	Verbe
taxerait	taxer	ver	Verbe
taxes	taxe	nom	Nom
taxés	taxé	adj	Adjectif
taxez	taxer	ver	Verbe

Exemple issu du dictionnaire du logiciel IRaMuTeQ

- **Opérer une classification descendante hiérarchique** (CDH). Contrairement à une classification ascendante hiérarchique (CAH), on part ici d'une seule classe que l'on scinde au fur et à mesure des étapes. On scinde ainsi, tour à tour la classe qui présente le plus de dissimilitude en son sein (à l'inverse d'associer deux individus qui se ressemblent le plus dans la même classe pour une CAH).

L'analyse aboutit à **dix classes de discours, dont un descriptif est présenté en annexes**. L'arbre de l'analyse lexicale présenté permet de visualiser ces dix classes et leurs proximités : lorsque les classes sont reliées par un embranchement elles ont des proximités sémantiques. Les pourcentages sont calculés sur l'univers des 31 350 segments (issus des 23 205 contributions) : c'est-à-dire des morceaux de discours comptant au maximum 40 mots/lemmes.

[2] Pour plus de détail, se reporter à la documentation du logiciel IRaMuTeQ : http://www.iramuteq.org/documentation/fichiers/documentation_19_02_2014.pdf

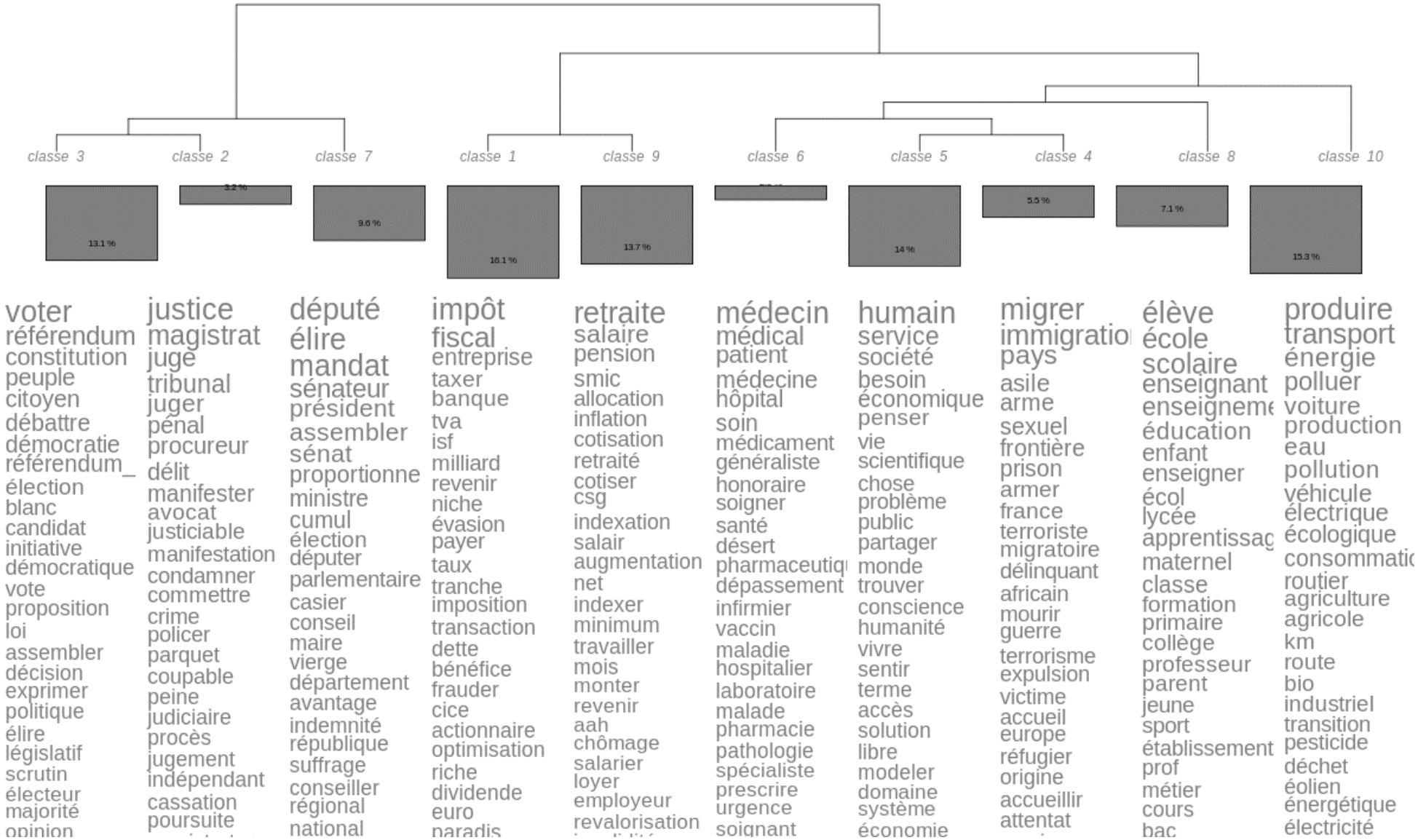


Figure 3 : Les 10 classes de l'analyse lexicale du Vrai débat. Précisons que tous les mots de classe ne sont pas affichés ici, plus la police des mots est grande et plus ils ont contribué à constituer la classe car ils étaient différenciant des autres classes

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

Le graphique suivant présente la répartition des votes favorables et défavorables par classe (au moins une contribution avec un vote favorable, ou au moins une contribution avec un vote défavorable).

Pour chaque contribution, il était possible pour les participants de voter, soit de manière favorable, soit défavorable.

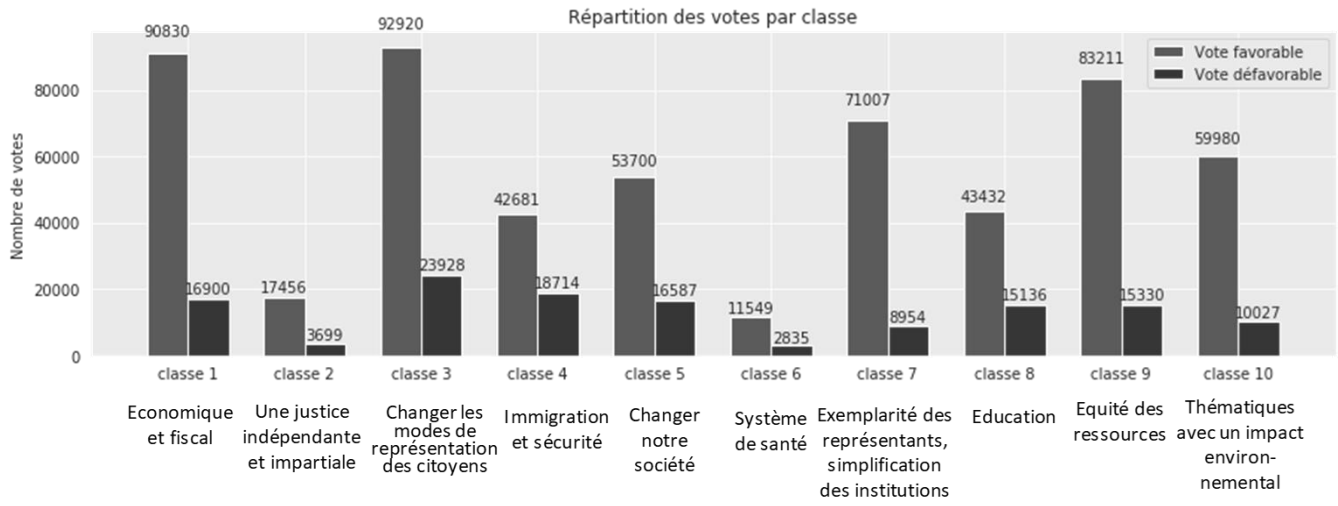


Figure 4 : Les votes recueillis pour les 10 classes de l'analyse lexicale du Vrai débat

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

L'analyse des votes montre que la balance penche plutôt du côté du **consensus** : la proportion de votes défavorables sur le total des votes est toujours inférieure ou égale à 30%.

Le consensus est le plus fort sur les trois thèmes de l'étude, avec seulement 16% et 14% de votes défavorables aux contributions sur l'ensemble des votes. A contrario, les thématiques Immigration et Education suscitent davantage de controverse.

Les thématiques économiques et équité des ressources suscitent le plus de votes, après la thématique démocratique

		Votes favorables	Votes défavorables	Somme des votes	Dissensus = votes négatifs sur total
classe 3	Changer les modes de représentation des citoyens	92920	23928	**116848**	20%
classe 1	**Economique et fiscal**	90830	16900	**107730**	**16%**
classe 9	**Equité des ressources**	83211	15330	**98541**	**16%**
classe 7	Exemplarité des représentants, simplification des institutions	71007	8954	79961	11%
classe 5	Changer notre société	53700	16587	70287	24%
classe 10	**Thématiques avec un impact environnemental**	59980	10027	70007	**14%**
classe 4	Immigration et sécurité	42661	18714	61375	30%
classe 8	Education	43432	15136	58568	26%
classe 2	Justice indépendante et impartiale	17456	3699	21155	17%
classe 6	Système de santé	11549	2835	14384	20%

Figure 5 : Les votes recueillis pour les 10 classes de l'analyse lexicale du Vrai débat

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

2. 11 885 contributions dans le champ de l'étude

Nous avons alors réduit le corpus aux contributions des **classes 1-9-10 soit 11 885 contributions** qui abordent des sujets dans le champ de l'étude (issues de 11 438 identifiants uniques).

- Classe 9 – 13.7% des verbatims- **Equité des ressources** (salaires, emplois, aides) soit 3763 contributions
- Classe 1 –-16.1% des verbatims évoquent les questions liées au **système économique** (fiscal, monétaire, bancaire, entreprises, logement) soit 4243 contributions.
- Classe 10 – 15.3% des verbatims abordent des **questions environnementales** soit 3879 contributions

Les autres classes (démocratie, justice, immigration, système de santé, …) tout à fait pertinentes dans le cadre du Vrai débat n'abordaient pas de sujets en lien direct avec notre question de recherche, à savoir l'opinion des contributeurs à cette plateforme sur la taxe carbone et plus globalement la taxation, et l'environnement.

L'analyse de la Classe 5 a finalement été abandonnée, car les contributions étaient trop loin de la problématique de l'étude, et avec une disparité très grande.

Notons que très peu de contributions croisent les 3 thématiques étudiées (moins de 2%)

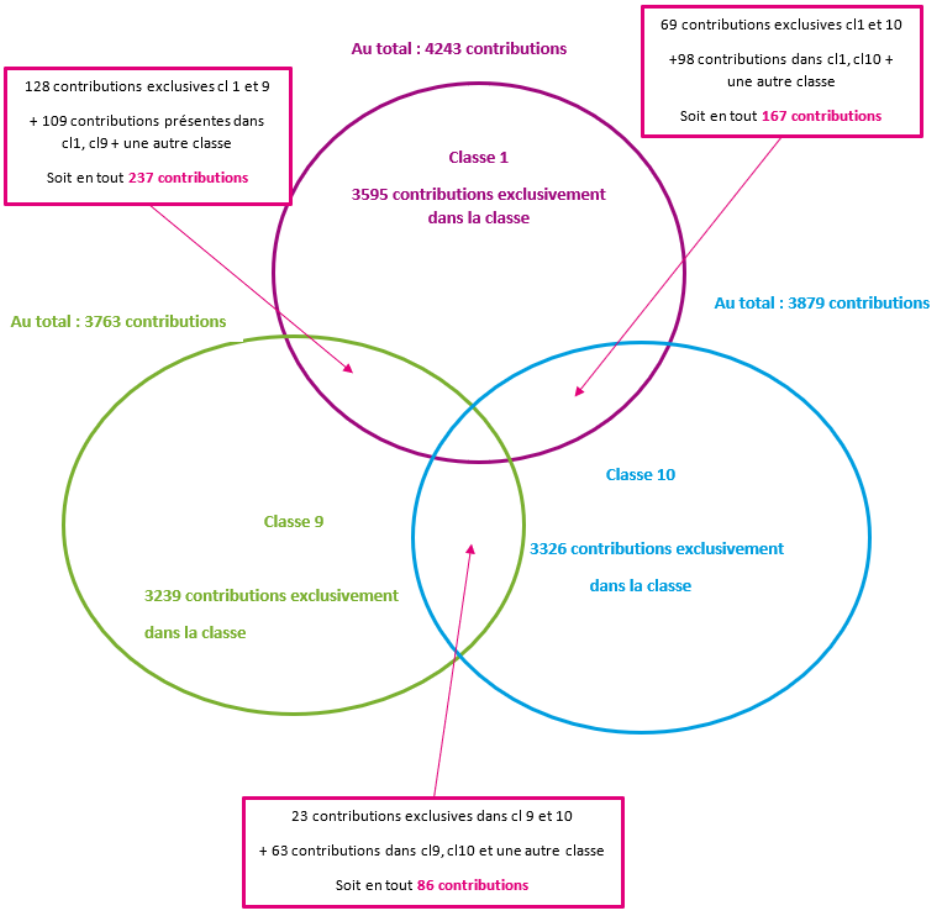


Figure 6 : Très peu de contributions croisent les 3 thématiques étudiées

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

2.2. Deuxième étape : tirage en aléatoire de 2000 contributions parmi les 11 885 contributions du champ de l'étude

Après différentes tentatives infructueuses d'analyse avec les outils de data science (et notamment de Word embedding) nous avons finalement choisi de mobiliser une méthode plus classique, proche de celle qui avait été mobilisée par l'équipe de Triangle (UMR CNRS 5206, Lyon)[3] qui a sélectionné un « top mille » des propositions.

Nous avons tiré aléatoirement 2000 contributions au sein des 11 885 contributions. Nous avons analysé uniquement les contributions, et pas les arguments, c'est-à-dire les commentaires intervenant en réaction aux contributions. A l'intérieur de chaque contribution, plusieurs idées pouvaient être exprimées, que nous avons codifié (cf partie suivante).

Pourquoi retenir la taille de 2000 contributions ?

Avec un échantillon de 2000 contributions sur les 11 885, chaque contribution peut se trouver dans cette sélection aléatoire avec une probabilité de $2\,000/11\,885 = 17.5\%$. Cette taille d'échantillon est assez grande pour **pouvoir retrouver dans la sélection toutes les idées qui reviennent souvent**.

Ainsi, la probabilité de trouver une idée qui est présente dans 10 contributions du corpus dans la sélection aléatoire sera de 85%[4]. Cette probabilité sera de 94% si l'idée est présente dans 15 contributions et de 98% si l'idée est présente dans 20 contributions. Pour une idée présente dans **24** contributions ou plus, la probabilité de l'avoir sélectionnée est supérieure à 99%.

Si l'échantillon sélectionné avait été de taille inférieure, disons 1 000, alors la probabilité de sélectionner une idée présente dans 25 contributions aurait été de 90% et il aurait fallu qu'une idée soit présente dans au moins **51** contributions pour la sélectionné avec une probabilité supérieure à 99% (soit plus du double de 24). Avec une taille d'échantillon supérieure, de 3 000 par exemple, on atteint une probabilité de sélection d'une idée supérieure à 99% dès qu'elle est présente dans **16** contributions ou plus**. La différence est donc minime** avec un échantillon de 2000 contributions dans lequel on repère la même idée à partir de 24 contributions.

Figure 7 : *Probabilité de sélectionner une idée selon sa fréquence d'apparition dans le corpus et la taille d'échantillon sélectionné*

Nombre d'occurrences de l'idée Taille d'échantillon	5	10	15	20	25
500	20%	36%	49%	59%	67%
1 000	37%	60%	75%	84%	90%
2 000	62%	85%	94%	98%	99%
3 000	78%	95%	98%	99%	99%
4 000	88%	98%	99%	99%	99%

Sélectionner 2 000 contributions permet également d'avoir une **bonne précision,** c'est-à-dire que les mesures réalisées sur l'échantillon vont être proches des chiffres réels sur l'ensemble du corpus. Par exemple, si une idée est présente dans 10% des contributions tirées aléatoirement, la précision à une confiance de 95% de ce chiffre sera de 1,2%[5]. On pourra dire avec une confiance de 95% que cette idée est présente dans plus de 8,8% et dans moins de 11,2% des contributions du corpus complet. Pour une idée présente dans 50% des contributions sélectionnées, la précision serait de 2%.

[3] L'équipe de Triangle (UMR CNRS 5206, Lyon), Eléments de synthèse réalisés par le groupe de travail de Triangle (du 8 au 18 mars 2019) http://triangle.ens-lyon.fr/IMG/pdf/synthese_groupe_travail_gilets_jaunes.pdf

[4] Pour une taille de population N, une taille d'échantillon n et une idée présente dans k contributions, la probabilité que cette idée soit sélectionnée est la suivante : $1 - (\frac{N-n}{N})^k$.

[5] Pour une taille de population N, une taille d'échantillon n et idée présente dans p% des contributions tirées aléatoirement, la précision à 95% de cette proportion est la suivante : $1.96 * \sqrt{[\frac{1-\frac{n}{N}}{n-1} * p * (1-p)]}$.

Toujours pour une idée présente dans 50% des contributions, une taille d'échantillon de 1 000 contributions donnerait une précision de 3% et une taille de 3 000 donnerait une précision de 1.5%.

Un échantillon de 2 000 contributions semble donc être une taille idéale, à la fois permettant d'avoir une bonne représentativité des idées exprimées dans le corpus, et une bonne précision des résultats avec un temps de codification raisonnable. Un échantillon de 4 000 contributions prendrait ainsi deux fois plus de temps à être traité et n'améliorerait que peu la représentativité des idées, et la précision des résultats.

Figure 8 : *Précision à une confiance de 95% du pourcentage d'occurrences d'une idée selon la mesure dans l'échantillon aléatoire et la taille d'échantillon sélectionné*

Pourcentage d'occurrences de l'idée Taille d'échantillon /	5%	10%	25%	50%
500	1,9%	2,6%	3,7%	4,3%
1 000	1,3%	1,8%	2,6%	3%
2 000	0,9%	1,2%	1,7%	2%
3 000	0,7%	0,9%	1,3%	1,5%
4 000	0,5%	0,7%	1,1%	1,2%

Le tirage en aléatoire aboutit à une structure d'échantillon qui suit celle des 11 885 contributions dans le champ de l'étude, comme le montre le tableau suivant.

	Echantillon 2000		sur les 11 885 contributions	
	Effectifs	Proportions	Effectifs	Proportions
Economique et fiscal	704	35,2%	4243	35,7%
Equité des ressources	637	31,9%	3763	31,7%
Thématiques en rapport avec l'environnement	659	33,0%	3879	32,6%
Total	2000	100,0%	11885	100,0%

Figure 9 : Structure de l'échantillon de contributions tiré en aléatoire

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

2.3. Troisième étape : la codification manuelle de l'échantillon aléatoire

Nous avons alors codifié manuellement les 2000 contributions portant sur le champ de l'étude. Sur les 2000 codifiées manuellement, 1612 avaient au moins une idée qui répond à notre problématique = 82,5%

En effet sur les 2000 contributions 6% ont été classées en « hors sujet » = c'est-à-dire qu'elles exprimaient un point de vue sur une question n'entrant pas dans le cadre de l'étude

Exemples

-supprimer le regroupement familial

-éradiquer la pornographie sur internet

-retrait du 49.3

-Combattre l'hégémonie monétaire des États-Unis

11% ont été considérées comme « inclassables ».

Exemples

-Merci à toute l'équipe !

-Interdire à mon voisin de tondre sa pelouse pendant que je fais la sieste

-Symbole sauvage de la promotion immobilière et financière du Rothschildien Pompidou, elle défigure Paris !

-Prendre référence sur d'autres pays

La codification manuelle a demandé un important travail compte tenu de la **très grande diversité d'idées exprimées**, quand bien même le corpus avait été resserré aux contributions évoquant les questions de fiscalité, d'équité sociale ou d'environnement.

Ainsi, sur les 1612 contributions avec au moins une idée qui répond à notre problématique, **687 codes** ont été créés, uniquement sur le champ de l'étude. 1,3 codes ont été codés en moyenne par contribution. Les résultats présentés dans le reste du document sont exprimés en % sur ces 1612 contributions.

Puis **les idées (codes) ont été regroupés de façon « bottom-up »** en sous catégories, puis grandes catégories. Par exemple, l'idée « agir pour l'agriculture durable » a été regroupée avec d'autres idées qui évoquaient toutes une action de l'Etat en faveur de l'environnement, sous l'appellation idoine. Puis la catégorie « une action de l'Etat en faveur de l'environnement » a été regroupée avec d'autres attentes désignant un souhait d'un Etat qui protège et agit.

3. Résultats

3.1. L'attente d'un Etat qui protège et agit

Le mouvement social des « Gilets jaunes », apparu à l'automne 2018, surgit tout d'abord chez des automobilistes en **colère contre la hausse des taxes sur les carburants** et notamment du prix du diesel. La pétition de Priscillia Ludosky demandant une baisse des prix des carburants recueillera plus d'un million de signataires et en parallèle, une vidéo de Jacline Mouraud postée sur Youtube comptabilise plus de six millions de vues en novembre. Les modes d'action sortent rapidement de l'univers digital pour aller vers différents types d'actions nouvelles avec de **nombreuses références à l'univers de la voiture** et en particulier des **blocages de ronds-points** partout sur le territoire, plus rarement de péages, raffineries et dépôts pétroliers. Les manifestants sont revêtus de « **gilets jaunes de sécurité** », symbole emblématique de l'univers **automobiliste**, et des **contraintes** imposées par l'Etat puisque leur possession est obligatoire depuis 2008.

Si la hausse de la taxation sur le diesel met le feu aux poudres, elle n'est en réalité que **le révélateur de difficultés bien plus profondes**[6] comme le confirment de nombreux travaux, auxquels l'analyse des contributions au Vrai débat apporte confirmation.

Notons en préambule que **42%**[7] **des contributions du Vrai débat abordent d'une manière globale, sous différents angles,** la problématique fiscale, d'équité des ressources ou environnementale. Au sein de ces 42%, un premier type d'analyse des contributions montre que celles-ci orientent leurs propositions **principalement vers les ménages** (41%) devant des propositions concernant les entreprises en général (14%), les services publics (10%), le système bancaire (5%), le système agricole (4%), l'international (4%) ou l'industrie (4%). L'intérêt pour les questions de taxation et environnementales, et concernant avant tout les particuliers, est donc manifeste.

Le premier résultat de l'étude, et non des moindres, est qu'au sein de ces 42% (qui sera l'univers analysé dans tout le reste du document) **très peu de contributeurs au Vrai débat évoquent la taxe carbone** ou les taxes sur les carburants. Que ce soit pour défendre celle-ci (2,7% des contributions) ou pour appeler à sa suppression (0,43%).

---

[6] Sandra HOIBIAN, avec la collaboration de Thibault Briera, Patricia Croutte, Romain Gauthier, Pauline Jauneau-Cottet, Jorg Muller, Le mouvement des Gilets jaunes ou les limites d'un modèle de société, Cahier de recherche du CREDOC, à paraître

[7] Tous les résultats présentés sont calculés sur la base des 1612 contributions en liaison avec le thème et non hors sujet ou inclassables.

Avant de se pencher sur le détail des opinions exprimées, notons en effet que la tonalité des contributions étudiées penche très nettement pour une demande de **pouvoirs publics forts, qui protègent et agissent** : 63% expriment une attente de ce type. Cette attente est très largement supérieure à celle d'une moindre présence de l'Etat et des pouvoirs publics dans une société d'inspiration plus libérale (13%). 10% évoquent ensuite des attentes en matière de conditions de vie, 14% rassemblent différentes autres thématiques, que nous détaillerons.

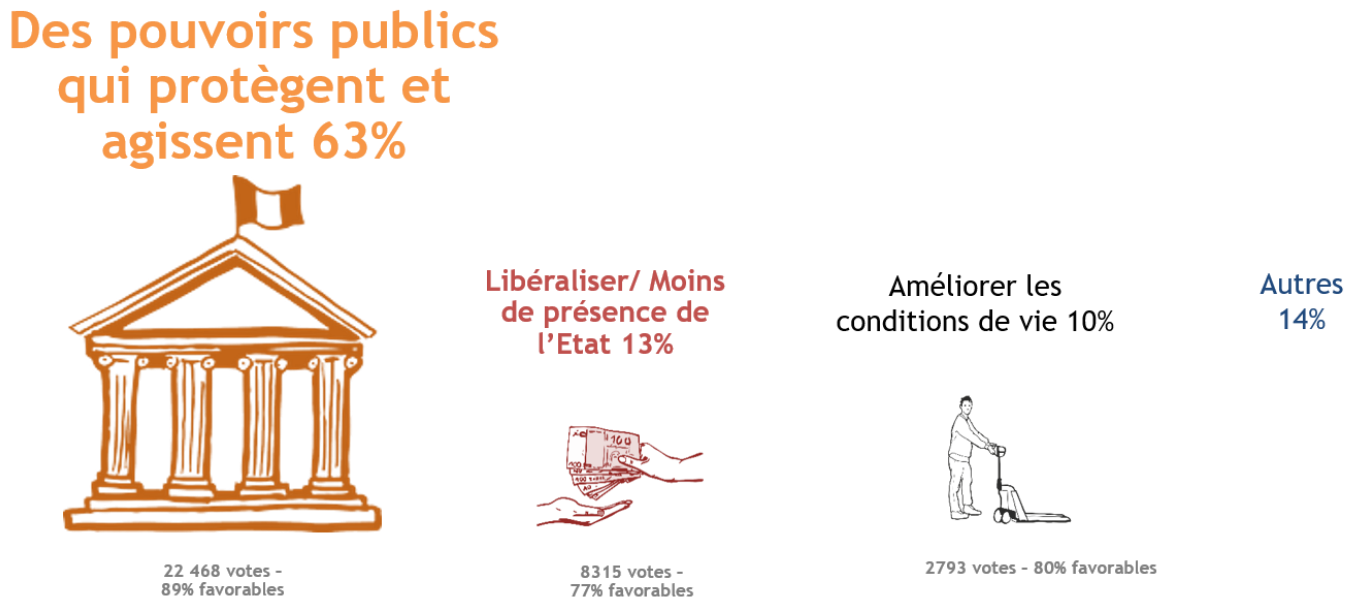


Figure 10 : Une demande très majoritaire de plus d'intervention des pouvoirs publics

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

3.2. La taxe carbone, un levier parmi de nombreuses autres actions de politique environnementale

L'attente de pouvoirs publics plus présents, et plus protecteurs recouvre différentes dimensions. En premier lieu, l'attente d'une intervention plus forte **en matière d'environnement** (17%), le souhait d'une redistribution plus marquée des plus aisés vers les plus modestes (16%), l'attente de plus d'impôts (12%) via notamment la suppression des niches fiscales, la mise en place d'une taxe carbone ou la taxation des revenus financiers.

Emerge également l'aspiration à un contrôle plus rigoureux des fraudes, de régulation des excès (12%). 9% appellent de leurs vœux une protection sociale plus étendue, 4% des contributions souhaitent un renforcement des pouvoirs publics.

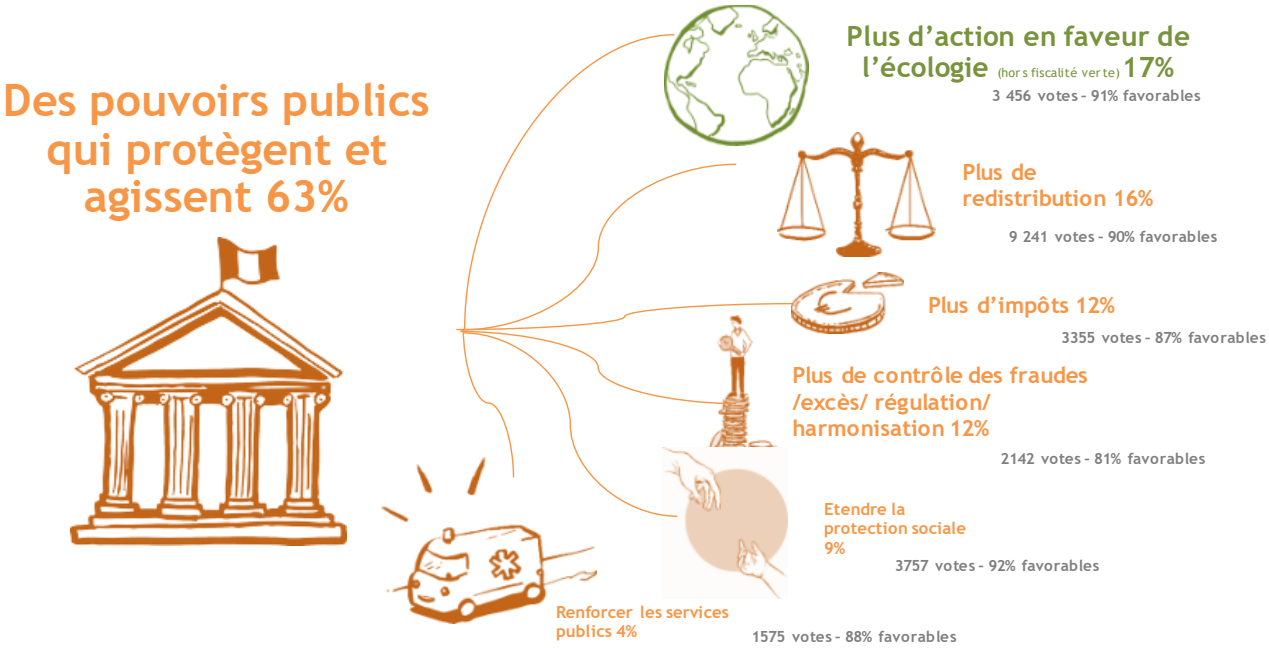


Figure 11 : En premier lieu, le souhait de pouvoirs publics qui agissent pour l'environnement

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

Nota : **Les % sont systématiquement indiqués sur l'ensemble des 1612 contributions dans l'ensemble du document.**

Un code/idée n'a été rattaché qu'à une seule et unique catégorie. En revanche dans une catégorie il pouvait y avoir plusieurs idées/codes exprimées, ce qui explique qu'une même **contribution** a pu faire partie de plusieurs catégories (par exemple un contributeur a pu écrire qu'il souhaitait à la fois une protection sociale plus étendue et plus d'action pour l'écologie). Ce qui explique qu'au total on décompte 63% des contributions qui évoquent un Etat fort, soit une proportion inférieure à celle (70%) que l'on obtiendrait si l'on sommait à tort les sous catégories)

Les votes étaient exprimés sur la plateforme en face des contributions. Pour indiquer un nombre de votes « favorables » pour une sous-catégorie, ou une catégorie, nous avons additionné les votes des contributions s'y rapportant.

Derrière l'attente d'action dans le champ environnemental, l'attente d'action de l'Etat dans le domaine des transports arrive en tête des propositions (4%), rassemblant de nombreuses pistes d'actions qu'il s'agisse de développer le ferroutage/ le transport maritime, de mettre en place la gratuité des transports en commun, de mettre en place des incitations financières pour passer aux véhicules électriques, GPL ou véhicules propres, d'augmenter les infrastructures de transport, d'agir pour l'amélioration/suppression des véhicules polluants, de créer des aides financières pour rouler aux bio-carburants, etc. (détail complet dans **Figure 13**).

Si la hausse de la taxe sur les carburants a provoqué l'ire des gilets jaunes, c'est probablement car ils avaient le sentiment que bien d'autres mesures environnementales auraient pu être prises avant ou en même temps pour une plus grande justice et équité dans l'effort de tous. 3% évoquent cette idée de manière **assez générale** avec une aspiration à plus d'actions pour le respect de la nature, de la biodiversité (3%), d'autres (3%) flèchent leurs attentes sur des actions pour lutter contre le gaspillage et préserver davantage les ressources, 2% attendent des politiques publiques de développement d'une agriculture plus durable, 2% le soutien des énergies propres, 1% une économie valorisant davantage le local, 1% une attention portée à la cause animale, 1% la diminution de l'usage de produits chimiques, 1% des actions sur l'efficacité énergétique des logements, 1% la lutte contre la pollution, etc. On le voit les propositions sont nombreuses et diversifiées.

Plus d'action de l'Etat pour l'écologie (hors fiscalité verte)	17%
agir sur les transports	4%
autres (généralités, suppression de la publicité)	3%
préserver les ressources/ lutter contre le gaspillage	3%
favoriser certaines énergies	2%
une agriculture plus durable	2%
favoriser le local	1%

cause animale	1%
diminuer l'usage de produits chimiques	1%
agir sur le logement	1%
pollution	1%
préserver la biodiversité	<1%%
préserver les fonds marins	<1%%

Figure 12 : Détail des idées exprimées concernant les attentes d'une action des pouvoirs publics pour l'écologie (hors fiscalité verte)

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

Détail « agir sur les transports (autre que fiscalement) »	**4%**
développer le ferroutage/ le transport maritime, voies fluviales/ transport des marchandises/ fret	1%
gratuité des transports en commun/ plus de transports en commun	1%
incitations financières pour passer aux véhicules électriques, gpl, véhicules propres	1%
augmenter les infrastructures de transport	<1%%
mesures pour l'amélioration/suppression des véhicules polluants	<1%%
rouler aux bio-carburants/ aide financière pour rouler aux bio-carburants	<1%%
multiplier les pistes cyclables	<1%%
autoriser les routiers et autres professionnels de la route à prendre des co-voitureurs sans problème d'assurance	<1%%
abandon des avions	<1%%
réduire la vitesse maximale autorisée des poids lourds sur les RN et RD	<1%%
respect des horaires des trains	<1%%

Figure 13 : Détail des idées exprimées concernant les attentes d'une action des pouvoirs publics pour l'écologie en matière de transport (autres que les actions fiscales)

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

Ces résultats **convergent avec les données de l'enquête Conditions de vie de janvier 2019**[8] qui identifie des attentes similaires chez les 6% de la population qui se considèrent eux-mêmes « gilets jaunes ». Certes les gilets jaunes sont avant tout préoccupés par les questions financières qui obscurcissent et s'imposent de manière lancinante au quotidien. Interrogés sur leurs préoccupations[9], la pauvreté en France arrive très nettement en tête (42% vs. 27% en moyenne). Mais celles-ci n'écartent pas complètement les questions écologiques. **20% des gilets jaunes se disent préoccupés par l'environnement**. C'est moins que la moyenne de la population (26%) mais 49% se déclarent sensibles à l'environnement, soit davantage que la moyenne de la population. Et surtout, les gilets jaunes sont aussi nombreux (25% vs 23% en moyenne) **à se dire prêts à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement.**

[8] Sandra Hoibian, Op.cit.

9 Parmi une liste de douze thèmes intégrant l'immigration, l'Europe, la pauvreté dans le monde, les maladies graves, le chômage, les conflits sociaux, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales.

	Se dit 'gilet jaune'	Ensemble de la population	Se dit hostile au mouvement
Se dit préoccupé par la dégradation de l'environnement, parmi une liste de 12 thèmes	**20%**	**26%**	**29%**
Se dit prêt à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement	**25%**	**23%**	**33%**
Se dit sensible à l'environnement (notes 6 ou 7 sur 1 à 7)	**49%**	**41%**	**48%**

Figure 14 : Les gilets jaunes ne se désintéressent pas des questions environnementales

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

Mais alors que les personnes hostiles au mouvement considèrent que ce sont en priorité les entreprises (47%) puis les particuliers (34%) qui doivent changer leurs comportements pour assurer le respect du développement durable, **les gilets jaunes pointent davantage la responsabilité des administrations** (27% vs. 22% en moyenne et 17% chez les personnes hostiles au mouvement). L'Etat est pointé en premier lieu. 30% citent aussi la commune, vraisemblablement en liaison avec leur affinité plus grande aux actions mises en place à l'échelon local.

Selon vous, qui doit en priorité changer ses comportements pour assurer le respect du développement durable…

	Gilets jaunes	Ensemble	Hostiles
Les administrations	27%	22%	17%
Les particuliers	24%	27%	34%
Les entreprises	48%	49%	47%
[Nsp, nr]	2%	2%	2%

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

Parmi les acteurs publics, qui selon vous serait le mieux placé pour mettre en place des actions avec un impact vraiment positif sur l'environnement ?

	Gilets jaunes	Ensemble	Hostiles
Les communes	30%	23%	30%
Les départements, les régions	27%	26%	26%
L'Etat	41%	48%	41%
[Nsp, nr]	1%	2%	3%

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

Figure 15 : Opinions des gilets jaunes sur les acteurs qui sont le mieux placés pour des actions avec un impact environnemental

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

Dans les contributions du Vrai débat analysées, si l'on ajoute aux contributions qui évoquent des attentes vis-à-vis des pouvoirs publics celles qui abordent des souhaits d'action sans mention spécifique de politiques publiques (possiblement des entreprises ou des particuliers), ainsi que le souhait de mise en place d'une taxe carbone, on atteint **23% des contributions qui appellent de leurs vœux davantage d'actions pour la planète**, tandis qu'en regard, seuls 0.6% expriment des réserves par rapport à la cause écologique. La balance est très nette.

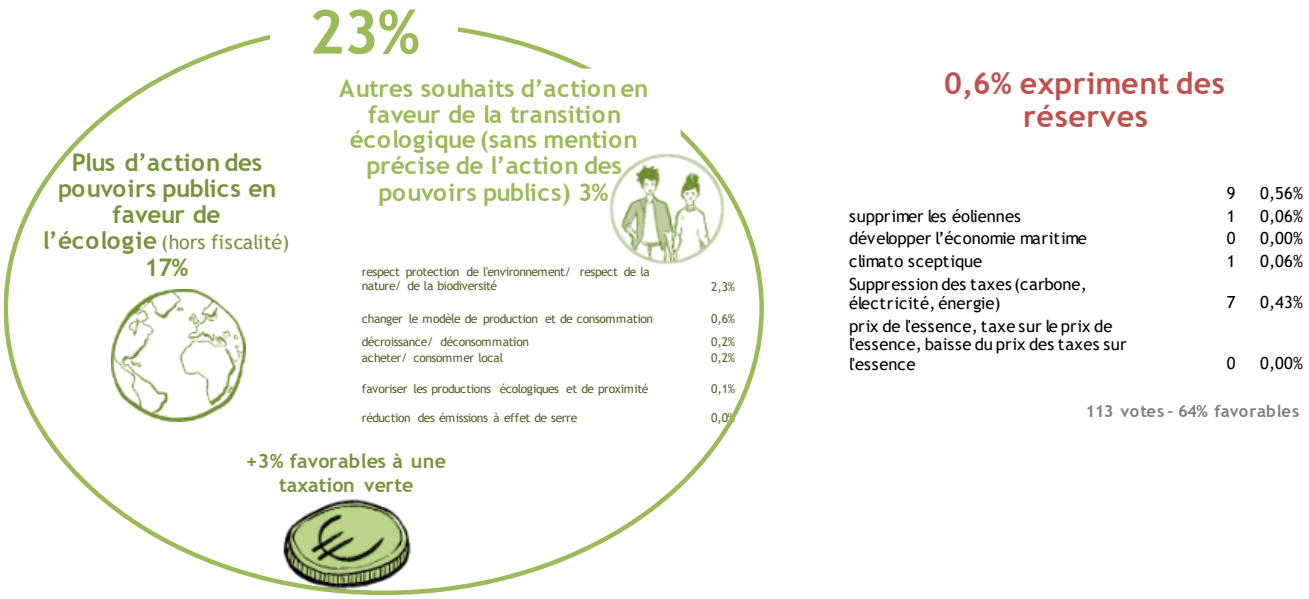


Figure 16 : Des contributions très clairement favorables aux actions pour protéger la planète

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

3.3. Le souhait de régulation et de redistribution domine sur l'attente d'une baisse des impôts

63% des contributions au Vrai débat appellent donc une présence de l'Etat plus importante, contre seulement 13% qui désirent un retrait de celui-ci.

Lorsque l'on se penche plus précisément sur **le rapport à la fiscalité**, on retrouve cette préférence. **16% aimeraient que la redistribution des plus aisés vers les plus démunis soit plus forte :** 5% pointant notamment la nécessité de taxer davantage les foyers riches, et 5% espérant la mise en place à la fois d'un plafonnement des hauts revenus, et/ou d'un seuil minimal de vie décent. **12% considèrent qu'il faut davantage d'impôts** pouvant toucher cette fois-ci un public plus large que celui des hauts revenus : 6% attendent plus d'impôt sur les ménages avec en particulier la suppression des niches fiscales (3%), la mise en place d'une taxe carbone (3%) et la taxation des revenus financiers (1%). Et 6% appellent de leurs vœux davantage d'impôts sur les entreprises, avec en ligne de mire souvent la suppression du CICE (2%) et la taxation des transactions financières (2%).

A l'autre bout du spectre des opinions, **seuls 8% des contributions souhaitent une baisse des impôts et taxes**, au rang desquels arrivent en premier la réduction de la TVA (3%), et de la CSG (2%).

Libéraliser
Moins de dépenses socialisées / moins d'impôts 13%

Baisser les impôts et taxes	**8%**
taxe habitation, redevance tv	1%
TVA	3%
succession	1%
carbone	0,4%
csg/ crds	2%
baisse des taxes sur le travail	0%
isf	0%
autres baisses d'impots et taxes	1%
baisse charges pour entreprises	1%
autres	0%
Moins de dépenses socialisées	**5%**
moins d'aides sociales	2%
diminuer les dépenses, le nombre de fonctionnaires	1%
lutter contre la fraude sociale	1%
supprimer avantages des fonctionnaires	0%
diminuer les dépenses sociales	0%
supprimer des services publics	0%
réduire les aides/subventions à divers organismes	0%
privatiser les entreprises	0%

Des pouvoirs publics qui protègent et agissent 63%

Plus d'action de l'Etat pour l'écologie (hors fiscalité verte)	17%
Plus de redistribution prendre aux gros et donner aux petits	**16%**
plus d'impots sur les particuliers riches	5%
supprimer les avantages de différentes formes d'élites	3%
plus de progressivité	5%
plafonnement des gros/ plancher pour les petits	0%
réguler les rémunérations / partage des richesses en entreprise	3%
favoriser pme/ controler les grandes entreprises	1%
Plus d'impôts	**12%**
plus de taxes sur les particuliers (suppression des niches fiscales, taxe carbone, taxation des revenus financiers)	6%
plus de taxes sur les entreprises/ moins de défiscalisation	7%
Réguler davantage / Controler les fraudes / les excès	**12%**
réguler la spéculation	0%
lutter contre la fraude fiscale	7%
davantage réguler les entreprises	1%
davantage réguler le système bancaire	1%
Réguler davantage Libre échange/ échanges commerciaux	0%
protectionnisme/ sortie europe/ contre des importations	2%
Harmonisation européenne, Europe unie	1%
Etendre la protection sociale	**9%**
augmenter aides sociales pour les plus fragiles	2%
santé	0%
étudiants/ familles	0%
pouvoir partir plus tot à la retraite	1%
augmenter les montants de retraite	4%
pension de réversion	1%
maison de retraite	1%
Handicap	1%
Renforcer services publics (nationalisation, plus de budget)	**4%**

Figure 17 : Le souhait d'une plus grande redistribution fiscale domine

Source : Credoc, analyse de la consultation du Vrai débat

Les contributeurs de la plateforme du Vrai débat sont, par ailleurs, plus nombreux à attendre une plus grande présence de l'Etat, qu'il s'agisse de réguler et contrôler les fraudes et les excès (12%) et en particulier la fraude fiscale (7%), étendre la protection sociale (9%) et en particulier une augmentation des montants de la retraite ou renforcer les services publics (4%) qu'à désirer une moins grande socialisation des dépenses (5%), avec notamment moins d'aides sociales versées (2%).

D'autres contributions évoquent ensuite (10%) le souhait d'une amélioration des conditions de vie, et en particulier une augmentation des salaires (2%), de la sécurité de l'emploi (3%). 14% des contributions étudiées abordent des sujets très divers, dont la mise en place d'un revenu universel (3%), la nécessité d'un Etat plus intègre (2%), etc.

En conclusion, il apparaît que les contributions du Vrai débat étudiées (portant sur les questions de fiscalité, d'environnement, d'équité sociale) **convergent très majoritairement vers l'attente d'Etat plus présent, qui régule, protège, redistribue, et demande un effort fiscal plus important aux catégories les plus aisées** de la population.

La taxe carbone est évoquée plutôt positivement, mais par très peu de contributions, car sur le plan environnemental, elle est considérée comme **un levier d'action parmi de nombreux autres.** La colère des gilets jaunes a probablement été le résultat d'un sentiment d'injustice et d'incompréhension que résume très bien ce verbatim « *Taxer les carburants dans les transports aériens, les super cargos, les navires de croisières et les entreprises qui polluent en toute impunité !! Je veux bien participer à l'effort si je pollue avec mon véhicule mais à condition que les grands pollueurs payent aussi et à la hauteur de leur pollution ! »*

4. Annexes

4.1. Descriptif sommaire des catégories de discours des classes identifiées par l'analyse lexicale

La description des différentes catégories de discours de la classification lexicale et des idées les composant s'est appuyée sur :

- Les mots clés constitutifs de la classe
- La lecture de contributions ayant été affectées à la classe correspondante. Cette lecture n'a pu être exhaustive compte tenu de la volumétrie. L'analyse des idées développées dans ces classes est donc ici **indicative et illustrative**

C'est par le rapprochement de ces deux informations : mots clés et verbatim que des descriptions des classes ont été proposées. Les verbatims indiqués dans ce qui suit sont donc proposés à titre d'illustration pour donner au mieux à voir les idées représentées dans la classe.

Une analyse plus précise et chiffrée des idées détaillées est ensuite réalisée en étape 2.

1. Les questions économiques

La plus importante des familles de discours (32.2%) a trait aux questions **économiques, avec le souhait d'une refonte du système fiscal, monétaire, bancaire, de la place des entreprises, du cout du logement, et la recherche d'une plus grande équité des ressources (salaires, emplois, aides)**

- Classe 1 –**-16.1% des verbatims évoquent les questions liées au système économique (fiscal, monétaire, bancaire, entreprises, logement)**

Cette classe est à la fois la plus conséquente elle concerne 16.1% des segments et 3052 contributions et elle **recueille un nombre important de votes favorables (90 830 votes favorables)** contre seulement 16 900 défavorables.

De nombreuses propositions de cet ensemble visent à **refondre le système fiscal**, en supprimant ou réduisant certains impôts (TVA), en supprimant et simplifiant le nombre de taxes (trop d'impôt) ou au contraire en créant de nouvelles (ex : taxes sur les transactions financières) ou rétablissant d'autres (ISF) dans l'idée de taxer davantage les hauts revenus, et de diminuer les impôts et taxes sur les personnes modestes ou les classes moyennes. Il aborde également la demande d'une meilleure progressivité de l'impôt via la révision des tranches d'imposition pour les particuliers et entreprises. Ce sous ensemble lexical dénonce aussi la fraude fiscale, et l'évasion dans des paradis fiscaux, à la fois des particuliers et des entreprises et les milliards perdus par la puissance publique, et les questions d'harmonisation des fiscalités entre pays.

Les questions touchant la **place des entreprises dans le système économique et fiscal** sont aussi évoquées. Emergent ainsi les aides jugées inefficaces (CICE notamment), et les impôts à créer afin de favoriser la relocalisation des activités des entreprises, de rétablir une forme de justice fiscale pour favoriser davantage les PME et mieux réguler les multinationales. La gouvernance et répartition des richesses au sein des entreprises est également mentionnée, avec une volonté de donner plus de place aux salariés. Dans la même veine, la responsabilité sociale des entreprises vis-à-vis de l'emploi, des territoires est visible dans les discours.

Le **système bancaire et monétaire** est abordé à la fois avec une dénonciation des produits financiers toxiques (crise des subprimes) et de la finance, une critique des aides qui ont été fournies aux banques suite à la crise de 2008, une remise en cause des missions de la BCE, ou plus proche du quotidien des citoyens le souhait de limiter les frais bancaires jugés injustes. L'intérêt pour des monnaies locales est également cité.

L'augmentation des coûts du logement est également pointée du doigt comme un dysfonctionnement du modèle économique actuel, et des propositions très diverses pour y remédier sont abordées.

Mots clés : impôt, fiscal, taux, taxer, tranche, imposition, transaction, TVA, ISF, entreprise, bénéfice actionnaire, dividende, euro, banque, CICE, milliard, revenir, évasion, frauder, paradis, payer, niche, optimisation, argent, euros, riche, dette, loyer, logement

- **Classe 9 – 13.7% des verbatims- Equité des ressources (salaires, emplois, aides)**

Cette classe concerne 13.7% des segments et 3763 contributions. Cette classe suscite le troisième plus grand nombre de votes favorables (83 211 votes favorables et 15330 défavorables).

Elle aborde dans une très large part, la question des **retraites**. La ré-indexation des retraites sur l'inflation est évoquée de manière récurrente. Sont aussi mentionnées le souhait de suppression de la CSG sur les retraites, le retour de la retraite à 60 ans, le rattrapage des années de gel des retraites. Différentes situations sont pointées comme injustes (retraites des fonctionnaires ou des élus par exemple).

La deuxième thématique évoquée a trait à **l'équité de salaires et de l'emploi**. Avec à la fois le souhait d'une garantie de ressources pour vivre, et à l'autre bout de l'échelle, un plafonnement des salaires ou une suppression d'avantages jugés indus (avantages des élus, des fonctionnaires, des grands patrons…). La demande d'équité des ressources vise des dimensions diverses : égalité salariale des hommes et des femmes, salaire parental pour le parent restant au domicile, ressources garanties pour les plus fragiles, ou revenu minimum pour tous par exemple. Les aides et allocations sont abordées, avec le souhait de revalorisation ou de suppression de certaines, ou encore d'ajouts de critères (suppression des allocations familiales au-delà de 3 enfants par exemple). Différentes personnes décrivent leurs situations et la difficulté d'accéder à certaines aides (Anah par exemple contre la précarité énergétique, ou besoin d'une aide pour prendre en charge les mutuelles par exemple).

L'arrêt de certaines aides – comme les aides à destination des personnes considérées comme « étrangères » est évoqué de manière récurrente.

Et davantage de contrôle est réclamé par certains (exemple : contrôle des arrêts maladies, des fraudes sociales).

Mots clés : Retraite, retraité, pension, salaire, SMIC, net, CSG, allocation, AAH, inflation, indexation, indexer, revalorisation augmentation, monter, cotiser, cotisation travailler, minimum, revenir, mois, chômage, salarié, loyer, employeur

2. Les questions environnementales

Classe 10 - 15.3% des discours évoquent des thématiques en lien avec les questions environnementales

15.3% des segments et 3879 contributions évoquent des sujets environnementaux.

Notons que cette catégorie de discours se situe dans un ensemble plus vaste de contributions abordant les attentes par rapport à des directions de changement de société que nous détaillerons plus tard.

Plusieurs sujets sont évoqués. Certaines contributions (qui recueillent de nombreux votes favorables) évoquent la nationalisation ou le refus de projets de privatisation de différents types d'entreprises ayant un impact écologique : autoroutes, entreprises du secteur de l'énergie, des déchets, de l'eau.

Cette catégorie de discours aborde également des sujets liés à la voiture, qu'il s'agisse de la question de la limitation de vitesse des 80Km/heure, de la sécurité routière, de la qualité de route, ou du changement de carburants vers des véhicules électriques, des biocarburants. La tonalité est le plus souvent tournée autour d'une défense des automobilistes jugés trop contraints que ce soit par les contrôles techniques, par les limitations de vitesse, ou les taxes, et l'expression d'une forme d'injustice ressentie par rapport à l'hypocrisie des décisions politiques. Et le souhait de tourner les efforts vers d'autres acteurs comme les constructeurs automobiles par exemple.

A l'inverse, différentes propositions émergent afin de favoriser les transports alternatifs à la voiture thermique, à moindre impact écologique : la gratuité ou réduction des couts des transports en commun et des trains, la suppression d'avantages fiscaux aux entreprises de transport jugées polluantes, amélioration des pistes cyclables, incitations fiscales aux modes de déplacements doux, implication des entreprises (parking avec recharge électriques, etc).

Différentes propositions tournent autour de la possibilité de mobiliser des nouvelles technologies pour limiter les impacts énergétiques : compteurs intelligents ; moteurs à eau, voitures électriques. D'autres critiquent des techniques jugées faussement écologiques (ex : éolien).

D'autres abordent le souhait d'aller vers une agriculture plus durable, et son pendant une consommation alimentaire également avec moins d'impact environnemental. Ces discours mettent en avant le rejet de la production industrielle, la nécessité d'interdictions de certains produits chimiques, la valorisation de circuits courts, de l'agriculture biologique, la question du respect de l'animal, le respect de la biodiversité.

Certains appellent de leurs vœux des politiques (fiscales, ou sur les distributeurs) pour favoriser la production locale, à l'échelle d'un territoire, ou de la France.

Notons dans cette classe de discours, la présence de discours très nourris, avec des phrases longues et de multiples arguments développés, et abordant de multiples aspects de la transition écologique.

Mots clés : produire/ production, transport, voiture, véhicule, routier, route, km, énergie, énergétique, électrique, polluer, pollution, eau, agriculture/agricole, bio, pesticides, industriel, déchet, éolien, transition, écologique, consommation

Classe 5 – Changer notre société

La classe 5 concerne 14% des segments, regroupant 3234 contributions.

Les verbatims de cette classe comprennent de nombreuses interventions assez larges sur la société qui décrivent des **visions de la société, des systèmes de valeurs** très différents qui ont pour seul point commun **d'appuyer des besoins de changement.** On y trouve des considérations générales venant appuyer des propos sur des directions d'évolution ciblées et variées telles que la sortie d'une économie capitaliste, le refus de la PMA pour les couples de femmes, ou la dissuasion de l'avortement, le souhait de ne plus encourager la croissance démographique, une lutte plus importante contre la pauvreté et les inégalités, des attentes par rapport à l'Europe (moins de normes, sortie du « néo-libéralisme », harmonisation des impôts), la protection des lanceurs d'alerte, le refus du rapatriement des djihadistes, la création de lieux d'expérimentation citoyenne, la question de la fin de vie et des soins palliatifs, lutte contre les discriminations, parité…

D'autres discours évoquent des directions de changement mais en les abordant à partir **de problématiques personnelles et difficultés rencontrées :** mauvais accompagnement du handicap, de l'autisme, problèmes des aidants familiaux, difficultés au départ en vacances.

De nombreuses contributions plaident pour un maintien des services publics.

Mots-clés : humain, service, société, besoin, économique, penser, vie, scientifique, chose, problème, public, partager, monde, trouver, conscience, humanité, vivre, sentir, terme, accès, solution, libre, modeler, domaine, système

3. Les autres registres lexicaux plus périphériques à la question posée

Les autres registres lexicaux peuvent être reliés à la question posée. Par exemple, aspirer à un renouvellement de la démocratie peut être en lien avec un sentiment d'injustice fiscale ou un souhait de politiques environnementales différentes. Mais les idées exprimées dans ces classes n'expriment pas directement des idées ou propositions qui répondent à notre interrogation. Nous avons donc choisi de les exclure du corpus qui sera ensuite analysé avec plus de précision.

Classe 3 – Un changement des modes de représentation des citoyens

La classe 3 regroupe 13.1% des segments classés et concerne 3052 contributions. C'est cette classe qui recueille le plus de votes d'adhésion (92920). Elle est également la plus clivante avec le plus de votes défavorables (23928), bien que beaucoup moins nombreux. Elle représente les contributions en faveur d'un changement du mode de représentation démocratique des citoyens. Plus spécifiquement nombreuses contributions souhaitent un changement des règles électorales, avec une prise en compte du vote blanc, un taux de participation minimal requis pour une prise en compte des résultats, voire un vote obligatoire. Autre attente très fortement présente : le désir d'un plus grand recours au référendum (avec notamment la revendication du Référendum d'Initiative Citoyenne) notamment pour les décisions importantes (modification de la Constitution, engagement de la France dans des traités internationaux - décision de la sortie de la France de l'Union Européenne, par exemple). D'autres contributions abordent la remise en question du système représentatif actuel (Sénat, Parlement), l'introduction du tirage au sort dans les assemblées représentatives, l'écriture d'une nouvelle constitution, etc.

Mots-clés : voter, référendum, constitution, peuple, citoyen, débattre, démocratie, élection/élire, blanc, candidat, initiative, démocratique, vote, proposition, loi, assemblée, décision, exprimer, politique, législatif, scrutin

Classe 2 – Une justice indépendante et impartiale

La classe 2 regroupe 3.2% des segments classés et concerne 878 contributions.

Les verbatims reflètent très fortement le désir d'une justice plus indépendante du pouvoir exécutif. De nombreuses contributions soulignent également la volonté d'avoir une justice plus équitable : mettre fin à l'impunité des élus et ne plus avoir de justice à plusieurs vitesses. Les violences policières sont aussi largement mentionnées, notamment dans le contexte des manifestations des Gilets jaunes. En contrepoint, on relèvera par ailleurs une part non négligeable d'interventions réclamant le retour à un état fort ainsi qu'un maintien de l'ordre plus ferme. Le souhait d'une application des peines plus rigoureuse est par ailleurs très nettement observable.

Mots-clés : justice, magistrat, juge/juger/jugement, pénal, procureur, délit, manifester/manifestation, avocat, justiciable, condamner, commettre, crime, police/policier, parquet, coupable, peine, judiciaire, procès, indépendant

Classe 7 – Exemplarité des représentants, simplification des institutions

La classe 7 regroupe 9.6% des segments classés, soit 2616 contributions.

Cette classe évoque très nettement la volonté de réduire les avantages des députés et plus largement de l'ensemble des élus (rémunération des hauts fonctionnaires, indemnités à vie pour certaines catégories d'anciens élus, immunité parlementaire, cumul des mandats). S'y ajoute l'exigence d'exemplarité des élus et membres du gouvernement (obligation d'avoir un casier judiciaire vierge). De nombreuses voix s'expriment également en faveur d'une diminution du nombre de niveaux de représentativité (suppression du Sénat et redondance des niveaux commune/département/région), de l'introduction de scrutins proportionnels et d'un meilleur contrôle du travail des députés et des hauts fonctionnaires.

Mots-clés : député, élire, mandat, sénat/sénateur, président, assemblée, proportionnel, ministre, cumul, élection, parlementaire, casier, conseil, maire, vierge, département, avantage, indemnité, république, suffrage, conseil/conseiller, régional

Une autre société

Au-delà des attentes de changements en matière de démocratie, et de répartition des richesses qui mobilisent nous l'avons vu de nombreuses contributions, cinq ensembles lexicaux proposent des visions et attentes de changement de société dans d'autres dimensions. Le premier ensemble aborde les questions environnementales, nous l'avons déjà détaillé. Le deuxième rassemble des contributions d'ordre assez général appelant à des changements de société reposant sur des systèmes de valeur ou des situations personnelles très divers. Un troisième ensemble évoque la nécessité de repenser le système d'éducation. Un quatrième rassemble des contributions souvent en demande d'un rejet de l'immigration et de davantage de sécurité. Un dernier appelle de ses vœux une société offrant un meilleur accès aux soins.

Classe 8 - Education

La classe 8 regroupe 7.1% des segments, soit 1919 contributions.

Y sont abordés de nombreux thèmes liés à l'éducation. De nombreux verbatims reflètent la volonté de meilleures conditions d'enseignement (moins d'élèves par classe, allègement des programmes), mais également le besoin d'une réflexion plus profonde autour du fonctionnement de l'école (fin du système de notation, promotion des filières professionnelles, relever le seuil d'exigence lors du passage à la classe supérieure), évoquant des résultats plus faibles comparativement à certains autres pays développés. On note également le désir de plus d'ouverture des enfants au sport, à l'écologie ou aux langues étrangères.

Mots-clés : élève, école, scolaire, enseignant/enseigner/enseignement, éducation, enfant, école, lycée, apprentissage, maternel, classe, formation, primaire, collège, professeur, parent, jeune, sport, établissement, prof, métier, cours, bac

Classe 4 –Immigration et sécurité

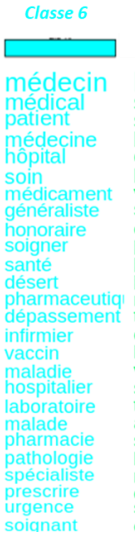
La classe 4 concerne 5.5% des segments, soit 1486 contributions.

Les verbatims abordent la question de l'immigration. On y retrouve massivement le désir de réduire l'immigration (sélection des migrants, contrôles aux frontières, expulsion des personnes en situation irrégulière) mais aussi parfois la volonté de voir s'améliorer l'accueil des migrants (nombre de migrants accueillis et qualité de l'accueil). De nombreuses considérations liées à un besoin d'une meilleure réponse à certains crimes, qu'il s'agisse de violences sexuelles ou de lutte contre le terrorisme.

Mots-clés : migrer, immigration, pays, asile, arme sexuel, frontière, prison, armer, France, terroriste, migratoire, délinquant, africain, mourir, guerre, terrorisme, expulsion, victime, accueil, Europe, réfugier, origine, accueillir

Classe 6 – Des attentes par rapport au système de santé

La classe 6 regroupe 2.5% des segments, soit 692 contributions.



Les verbatims de cette classe évoquent largement la volonté de maintenir l'accès aux soins en tant que service public (gouvernance plus ouverte, fin de la privatisation des établissements de santé, suppression des dépassements d'honoraires). Le besoin de recrutements de personnels soignants revient très souvent, ainsi que la volonté de mettre fin aux déserts médicaux. Il faut également noter la volonté de lutter contre le lobbying des groupes pharmaceutiques, souvent lié à une demande de plus de considération pour les pratiques alternatives de la médecine et à l'expression de positions "anti-vaccins".

Mots-clés : médecin/médecine, médical, patient, hôpital, soin, médicament, généraliste, honoraire, soigner, santé, désert, pharmaceutique, dépassement, infirmier, vaccin, malade, hospitaliser, laboratoire, malade, pharmacie, pathologie, spécialiste, urgence, prescrire

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale. L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les économies de matières premières, la qualité de l'air, la lutte contre le bruit, la transition vers l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

https://www.ademe.fr/

EXPERTISES

ETUDE SUR LES CONTRIBUTIONS AU “VRAI DEBAT” EN LIAISON AVEC LA FISCALITE ET L’ENVIRONNEMENT

Les contributions du Vrai débat étudiées (portant sur les questions de fiscalité, d’environnement, d’équité sociale) **convergent très majoritairement vers l’attente d’Etat plus présent, qui régule, protège, redistribue, et demande un effort fiscal plus important aux catégories les plus aisées** de la population.

La taxe carbone est évoquée plutôt positivement, mais par très peu de contributions, car sur le plan environnemental, elle est considérée comme **un levier d’action parmi de nombreux autres.** La colère des gilets jaunes a probablement été le résultat d’un sentiment d’incompréhension et d’injustice : l’impression que certaines catégories de (entreprises, ménages aisés) n’étaient pas soumises au même niveau de taxation alors que leur impact sur l’environnement était bien important.

ADEME
Agence de l’Environnement et de la Maîtrise de l’Energie

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
MINISTÈRE DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L’INNOVATION

www.ademe.fr